



Assemblée générale

Distr. générale
13 décembre 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Point 20 de l'ordre du jour

Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)

Rapport de la Deuxième Commission

Rapporteur : M. Raymond **Landveld** (Suriname)

I. Introduction

1. À sa 2^e séance plénière, le 16 septembre 2011, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-sixième session la question intitulée « Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) » et de la renvoyer à la Deuxième Commission.
2. La Deuxième Commission a examiné la question à ses 31^e, 34^e et 39^e séances, les 1^{er} et 10 novembre et le 6 décembre 2011. Ses débats sur la question sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/66/SR.31, 34 et 39). On se référera aussi au débat général que la Commission a tenu à ses 2^e à 6^e séances, du 3 au 5 octobre (voir A/C.2/66/SR.2 à 6).
3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents suivants :
 - a) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains sur sa vingt-troisième session (11 au 15 avril 2011) (A/66/8);
 - b) Rapport du Secrétaire général sur l'application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et le



renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) (A/66/281);

c) Rapport du Secrétaire général sur la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) (A/66/282);

d) Note du Secrétaire général transmettant son rapport sur la mise en œuvre coordonnée du Programme pour l'habitat (A/66/326);

e) Lettre datée du 27 septembre 2011, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies, transmettant la Déclaration ministérielle adoptée à la trente-cinquième Réunion annuelle des ministres des affaires étrangères du Groupe des 77, qui s'est tenue le 23 septembre 2011 au Siège de l'Organisation des Nations Unies (A/66/388).

4. À la 31^e séance, le 1^{er} novembre, le Directeur exécutif d'ONU-Habitat a prononcé un discours d'introduction et répondu à une question posée par le représentant du Mexique (voir A/C.2/66/SR.31).

II. Examen des projets de résolution A/C.2/66/L.36 et A/C.2/66/L.75

5. À la 34^e séance, le 10 novembre, le représentant de l'Argentine a présenté, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, un projet de résolution intitulé « Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) » (A/C.2/66/L.36), qui se lisait comme suit :

« L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 65/165 du 20 décembre 2010 et toutes ses résolutions antérieures sur l'application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et le renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat),

Rappelant également la résolution 2011/21 du Conseil économique et social en date du 27 juillet 2011, et toutes les résolutions antérieures du Conseil sur les établissements humains,

Rappelant en outre l'objectif énoncé dans la Déclaration du Millénaire et le Document final du Sommet mondial de 2005 consistant à améliorer sensiblement les conditions de vie d'au moins 100 millions d'habitants des taudis d'ici à 2020 et l'objectif énoncé dans le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable ("Plan de mise en œuvre de Johannesburg") consistant à réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès à l'eau potable et à des services d'assainissement,

Rappelant le Programme pour l'habitat, la Déclaration sur les villes et autres établissements humains en ce nouveau millénaire, le Plan de mise en œuvre de Johannesburg et le Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement,

Constatant avec inquiétude que le nombre de personnes habitant des taudis dans le monde continue d'augmenter malgré la réalisation de l'objectif d'améliorer sensiblement les conditions de vie d'ici à 2020 d'au moins 100 millions d'habitants de taudis énoncé dans la Déclaration du Millénaire,

Prenant note du document final de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier l'alinéa k) du paragraphe 77, dans lequel les chefs d'État et de gouvernement s'engagent à s'employer, avec le soutien de la communauté internationale, à dépasser les objectifs actuels de l'initiative Villes sans taudis en réduisant la population des bidonvilles et en améliorant les conditions de vie de leurs habitants et, pour ce faire, à accorder la priorité aux stratégies nationales de planification urbaine faisant intervenir toutes les parties concernées, garantir aux habitants des bidonvilles l'égalité d'accès aux services publics, y compris dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement et en matière de logement correct, et promouvoir le développement urbain et rural, et invitant ONU-Habitat à continuer de fournir l'assistance technique nécessaire,

Prenant également note de la résolution 23/9 du 15 avril 2011 dans laquelle le Conseil d'administration d'ONU-Habitat invite les gouvernements ainsi que les autorités régionales et locales à dénombrer les habitants des bidonvilles dans leurs pays, régions et zones urbaines respectifs et, sur cette base, à se fixer volontairement des cibles réalistes aux niveaux national, régional et local, à atteindre d'ici à 2020, en vue d'améliorer sensiblement les conditions de vie des habitants de taudis,

Consciente des effets néfastes de la détérioration de l'environnement, notamment du changement climatique, de la désertification et de l'appauvrissement de la biodiversité, sur les établissements humains,

Notant avec satisfaction qu'ONU-Habitat contribue pour beaucoup, dans le cadre de son mandat, à diminuer le coût du passage des secours d'urgence au relèvement ou à la reconstruction, et qu'il prend part aux travaux du Comité permanent interorganisations,

Se félicitant des progrès accomplis par ONU-Habitat dans la mise en œuvre de son plan stratégique et institutionnel à moyen terme pour la période 2008-2013 et des efforts qu'il déploie, en tant qu'organisme non résident, pour aider les pays de programme à intégrer le Programme pour l'habitat dans leur cadre de développement,

Remerciant le Gouvernement italien et la ville de Naples d'avoir offert d'accueillir la sixième session du Forum urbain mondial du 1^{er} au 7 septembre 2012,

Constatant que le versement de contributions financières suffisantes et prévisibles à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains demeure nécessaire à la mise en œuvre effective et concrète, dans les délais voulus, et partout dans le monde, du Programme pour l'habitat, de la Déclaration sur les villes et autres établissements humains en ce nouveau millénaire et des objectifs de développement arrêtés au niveau international,

Prenant note de la résolution 23/10 du 15 avril 2011 dans laquelle le Conseil d'administration d'ONU-Habitat prie le Directeur exécutif d'étudier aussi rapidement que possible et de choisir, en consultation avec le Comité des représentants permanents, un modèle de partenariat avec les institutions de financement du développement dans la perspective des opérations de prêt futures, de l'octroi de garanties et de la prestation de services de conseil financier dans les secteurs de la rénovation urbaine et du financement du logement, cependant qu'ONU-Habitat se consacre à ses activités normatives et s'emploie à mobiliser en faveur de ces domaines partout dans le monde,

Rappelant sa résolution 64/207 du 21 décembre 2009 dans laquelle elle a pris note de la recommandation figurant dans la résolution 22/1 du Conseil d'administration d'ONU-Habitat en date du 3 avril 2009 et, s'étant penchée sur la question de la convocation en 2016 d'une troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), a prié le Secrétaire général d'établir, en collaboration avec le Conseil d'administration, un rapport à ce sujet qu'elle examinerait à sa soixante-sixième session,

Rappelant également que, dans sa résolution 65/165, elle a demandé au Conseil d'administration d'ONU-Habitat d'examiner la possibilité de prendre en considération, dans le cadre des préparatifs de cette conférence, les thèmes intitulés "Systèmes de financement du logement" et "Urbanisation viable", auxquels il avait été précédemment suggéré de consacrer des réunions de haut niveau de l'Assemblée,

1. *Prend acte* des rapports du Secrétaire général sur la mise en œuvre coordonnée du Programme pour l'habitat, sur l'application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et le renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et sur la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III);

2. *Décide* de tenir en 2016, dans le cadre du cycle vicennal (1976, 1996 et 2016), une troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) pour relancer le mouvement mondial en faveur d'une urbanisation durable, qui devrait être consacrée à la mise en œuvre d'un nouveau programme pour les villes, qu'il conviendra d'établir en s'appuyant sur la Déclaration sur les villes et autres établissements humains en ce nouveau millénaire et les objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire et la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable, le Plan de mise en œuvre de Johannesburg et d'autres conférences internationales des Nations Unies en rapport avec la question, et souhaite qu'une résolution concernant les modalités de la conférence soit adoptée avant la fin de 2012;

3. *Prie* le Secrétaire général d'apporter tout l'appui nécessaire au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), qui remplira les fonctions de Secrétaire général de la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable et de Chef du secrétariat de la conférence, et d'établir un rapport sur les modalités de la conférence qui lui sera présenté pour examen avant la fin de 2012;

4. *Invite* les gouvernements ainsi que les autorités régionales et locales à dénombrer, dans le respect de leur législation nationale, les habitants des bidonvilles dans leurs pays, régions et zones urbaines respectifs et, sur cette base, à se fixer volontairement, avec l'appui de la communauté internationale, des cibles réalistes aux niveaux national, régional et local, à atteindre d'ici à 2020, en vue d'améliorer sensiblement les conditions de vie des habitants de taudis, comme le préconise la résolution 23/9 du Conseil d'administration d'ONU-Habitat intitulée "Mise en place de stratégies et cadres mondiaux et nationaux pour améliorer, en dépassant la cible énoncée dans les objectifs du Millénaire pour le développement, les conditions de vie des habitants des bidonvilles";

5. *Invite* le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) à apporter, dans le cadre de son plan stratégique et institutionnel à moyen terme pour la période 2008-2013, ou de son prochain plan stratégique, une assistance technique et des services consultatifs aux gouvernements et aux collectivités régionales et locales qui souhaitent évaluer le niveau et l'évolution du nombre d'habitants de leur territoire vivant dans des taudis, se fixer librement des objectifs aux niveaux national, régional et local, à atteindre d'ici à 2020, établir aux trois niveaux des plans et stratégies de lutte contre la prolifération des taudis et de réhabilitation des taudis existants, élaborer et mettre en œuvre des programmes de logement et de réhabilitation et effectuer un suivi des progrès réalisés dans ce cadre et faire rapport périodiquement au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale;

6. *Se félicite* des progrès accomplis par ONU-Habitat dans l'application de son plan stratégique et institutionnel à moyen terme pour la période 2008-2013 et prend note des conclusions de l'examen à mi-parcours du plan, qui ont été présentées au Conseil d'administration d'ONU-Habitat à sa vingt-troisième session;

7. *Engage* ONU-Habitat à étudier, comme le préconise la résolution 23/10 du Conseil d'administration, un modèle de partenariat avec les institutions de financement du développement dans la perspective de futurs prêts, garanties et prestations de services de conseil financier et à continuer de valoriser au maximum les atouts que constituent ses activités normatives en matière de rénovation urbaine, de logement et de services de base pour les pauvres;

8. *Encourage de nouveau* ONU-Habitat à poursuivre, dans les limites de son mandat et dans la logique du plan stratégique et institutionnel à moyen terme pour la période 2008-2013, sa coopération sur les questions relatives aux villes et au changement climatique, et à continuer à jouer, au sein du système des Nations Unies, un rôle complémentaire dans les domaines qui ont trait au changement climatique, en particulier dans le cadre des efforts qu'il déploie pour atténuer la vulnérabilité des villes au changement climatique, y compris en poursuivant ses activités normatives et en étendant son aide technique aux municipalités qui prennent, au niveau local, des mesures pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre d'origine urbaine et s'adapter au changement climatique, l'accent devant être mis sur les citadins vulnérables, ceux qui vivent dans les taudis, les pauvres des villes ou les populations à risque;

9. *Souligne* qu'il importe qu'ONU-Habitat intervienne rapidement en cas de catastrophe naturelle ou provoquée par l'homme, en particulier en

subvenant aux besoins en logements et en infrastructures qui surgissent au lendemain des catastrophes et des conflits par ses activités normatives et opérationnelles dans l'optique du passage des secours d'urgence au relèvement et à l'urbanification par un aménagement urbain efficace;

10. *Invite* les institutions financières et les bailleurs de fonds internationaux à se montrer généreux envers ONU-Habitat en augmentant le montant des contributions financières qu'ils versent à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, y compris au Fonds d'affectation spéciale pour l'eau et l'assainissement et aux différents fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique, et invite également les gouvernements qui sont en mesure de le faire, ainsi que les autres parties prenantes, à fournir un financement pluriannuel prévisible et augmenter le montant de leurs contributions sans affectation déterminée;

11. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-septième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

12. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-septième session la question intitulée "Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)" et la question subsidiaire intitulée "Rapport sur l'état d'avancement des préparatifs de la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III)". »

6. À sa 39^e séance, le 6 décembre, la Commission était saisie d'un projet de résolution intitulé « Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) » (A/C.2/66/L.75), déposé par le Rapporteur à l'issue de consultations portant sur le projet de résolution A/C.2/66/L.36.

7. À la même séance, le Secrétaire de la Commission a donné lecture de l'état des incidences de ce projet de résolution sur le budget-programme.

8. Toujours à sa 39^e séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/66/L.75 (voir par. 11).

9. Le projet de résolution A/C.2/66/L.75 ayant été adopté, les auteurs du projet de résolution A/C.2/66/L.36 ont retiré ce dernier.

10. À l'issue de l'adoption du projet de résolution, le représentant de la Turquie a prononcé une déclaration (A/C.2/66/SR.39).

III. Recommandation de la Deuxième Commission

11. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 65/165 du 20 décembre 2010 et toutes ses résolutions antérieures sur l'application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et le renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat),

Rappelant également la résolution 2011/21 du Conseil économique et social en date du 27 juillet 2011 et toutes les résolutions antérieures du Conseil sur les établissements humains,

Rappelant en outre l'objectif d'améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants des taudis d'ici à 2020, énoncé dans la Déclaration du Millénaire¹ et le Document final du Sommet mondial de 2005², et l'objectif de réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable et à des services d'assainissement, énoncé dans le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (« Plan de mise en œuvre de Johannesburg »)³,

Rappelant le Programme pour l'habitat⁴, la Déclaration sur les villes et autres établissements humains en ce nouveau millénaire⁵, le Plan de mise en œuvre de Johannesburg et le Consensus de Monterrey issu de la Conférence internationale sur le financement du développement⁶,

Constatant avec inquiétude que le nombre d'habitants de taudis continue d'augmenter dans le monde malgré la réalisation de l'objectif d'améliorer sensiblement d'ici à 2020 la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis énoncé dans la Déclaration du Millénaire,

¹ Voir résolution 55/2.

² Voir résolution 60/1.

³ *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.03.II.A.1 et rectificatif), chap. I, résolution 2, annexe.

⁴ *Rapport de la Conférence internationale sur les établissements humains (Habitat II), Istanbul, 3-14 juin 1996* (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.97.IV.6), chap. I, résolution 1, annexe II.

⁵ Résolution S-25/2, annexe.

⁶ *Rapport de la Conférence internationale sur le financement du développement, Monterrey (Mexique), 18-22 mars 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.02.II.A.7), chap. I, résolution 1, annexe.

Prenant note du document final de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement⁷, en particulier l'alinéa k) du paragraphe 77, dans lequel les chefs d'État et de gouvernement se sont engagés à s'employer, avec le soutien de la communauté internationale, à dépasser les objectifs actuels de l'initiative « Villes sans taudis » en réduisant la population des bidonvilles et en améliorant les conditions de vie de leurs habitants et, pour ce faire, à accorder la priorité aux stratégies nationales de planification urbaine faisant intervenir toutes les parties concernées, garantir aux habitants des bidonvilles l'égalité d'accès aux services publics, y compris dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement et en matière de logement correct, et promouvoir le développement urbain et rural durable, et invitant ONU-Habitat à continuer de fournir l'assistance technique nécessaire,

Prenant également note de la résolution 23/9 du Conseil d'administration d'ONU-Habitat en date du 15 avril 2011, intitulée « Mise en place de stratégies et cadres mondiaux et nationaux pour améliorer, en dépassant la cible énoncée dans les objectifs du Millénaire pour le développement, les conditions de vie des habitants des bidonvilles »⁸,

Consciente des effets néfastes sur les établissements humains de la détérioration de l'environnement, notamment du changement climatique, de la désertification et de l'appauvrissement de la biodiversité,

Notant avec satisfaction qu'ONU-Habitat contribue pour beaucoup, dans le cadre de son mandat, à diminuer le coût du passage des secours d'urgence au relèvement ou à la reconstruction, et qu'il prend part aux travaux du Comité permanent interorganisations,

Se félicitant des progrès accomplis par ONU-Habitat dans la mise en œuvre de son plan stratégique et institutionnel à moyen terme pour la période 2008-2013, et des efforts qu'il déploie, en tant qu'organisme non résident, pour aider les pays de programme à intégrer le Programme pour l'habitat dans leur cadre de développement,

Remerciant le Gouvernement italien et la ville de Naples d'avoir offert d'accueillir la sixième session du Forum urbain mondial du 1^{er} au 7 septembre 2012,

Considérant que le versement de contributions financières suffisantes et prévisibles à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains demeure nécessaire à la mise en œuvre effective et concrète, dans les délais voulus, et partout dans le monde, du Programme pour l'habitat, de la Déclaration sur les villes et autres établissements humains en ce nouveau millénaire et des objectifs de développement arrêtés au niveau international,

Prenant note de la résolution 23/10 du Conseil d'administration d'ONU-Habitat en date du 15 avril 2011 intitulée « Activités futures d'ONU-Habitat concernant l'économie urbaine et les mécanismes de financement pour la rénovation des villes, le logement et les services de base nécessaires aux citoyens pauvres »⁸,

⁷ Voir résolution 65/1.

⁸ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément n° 8* (A/66/8), annexe, sect. B.

Rappelant sa résolution 64/207 du 21 décembre 2009, dans laquelle elle a pris note de la recommandation figurant dans la résolution 22/1 du Conseil d'administration d'ONU-Habitat en date du 3 avril 2009 et, s'étant penchée sur la question de la convocation en 2016 d'une troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), a prié le Secrétaire général d'établir, en collaboration avec le Conseil d'administration, un rapport à ce sujet qu'elle examinerait à sa soixante-sixième session,

Rappelant également sa résolution 65/165, dans laquelle elle a invité le Secrétaire général, en consultation avec le Conseil d'administration d'ONU-Habitat et en concertation avec tous les partenaires du Programme pour l'habitat, à examiner la possibilité de prendre en considération les thèmes intitulés « Systèmes de financement du logement » et « Urbanisation viable » dans le cadre des préparatifs d'Habitat III,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre coordonnée du Programme pour l'habitat⁹, sur l'application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et le renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)¹⁰ et sur la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III)¹¹;

2. *Décide* de tenir en 2016, dans le cadre du cycle vicennal (1976, 1996 et 2016), une troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) pour relancer le mouvement mondial en faveur d'une urbanisation durable, qui devrait être consacrée à la mise en œuvre d'un « nouveau programme pour les villes » qu'il conviendra d'établir en s'appuyant sur le Programme pour l'habitat⁴, la Déclaration sur les villes et autres établissements humains en ce nouveau millénaire⁵ et les objectifs de développement arrêtés au niveau international, dont ceux qui sont énoncés dans la Déclaration du Millénaire¹, la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable¹², le Plan de mise en œuvre de Johannesburg³ et les documents finals d'autres grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies;

3. *Reconnait*, à cet égard, l'importance de la prochaine Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui doit se tenir à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012;

4. *Souligne* que la Conférence et ses activités préparatoires devraient tirer pleinement parti des réunions prévues et, pour ce faire, accorder leur calendrier avec celui des vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions du Conseil d'administration d'ONU-Habitat et des sixième et septième sessions du Forum urbain mondial, et engage les conférences ministérielles régionales sur le logement et le développement urbain qui se tiennent à intervalles réguliers et autres réunions d'experts consacrées à ces questions à appuyer les activités préparatoires de la Conférence, en ayant à l'esprit que la Conférence et ses activités préparatoires

⁹ Voir A/66/326.

¹⁰ Voir A/66/281.

¹¹ Voir A/66/282.

¹² *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.03.II.A.1 et rectificatif), chap. I, résolution 1, annexe.

doivent être ouvertes à tous et menées de la manière la plus efficace et la plus rationnelle possible;

5. *Décide* d'examiner, avant la fin de 2012, la portée, les modalités, la forme et l'organisation de la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain (Habitat III), de la manière la plus efficace et la plus rationnelle possible;

6. *Invite* le Secrétaire général à désigner le Directeur exécutif d'ONU-Habitat pour remplir les fonctions de Secrétaire général de la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable et faire office de coordonnateur pour le compte du système des Nations Unies;

7. *Invite* les gouvernements ainsi que les autorités régionales et locales à dénombrer, dans le respect de leur législation nationale, les habitants de taudis dans leurs pays, régions et zones urbaines respectifs et, sur cette base, à définir de leur propre chef, avec l'appui de la communauté internationale, des cibles réalistes à atteindre d'ici à 2020 aux niveaux national, régional et local, en vue d'améliorer sensiblement les conditions de vie des habitants de taudis, comme le préconise la résolution 23/9 du Conseil d'administration d'ONU-Habitat en date du 15 avril 2011 intitulée « Mise en place de stratégies et cadres mondiaux et nationaux pour améliorer, en dépassant la cible énoncée dans les objectifs du Millénaire pour le développement, les conditions de vie des habitants des bidonvilles »⁸;

8. *Invite* le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) à apporter, dans les limites des ressources budgétaires actuelles et au titre de son plan stratégique et institutionnel à moyen terme pour la période 2008-2013 ou de son prochain plan stratégique, une assistance technique et des services consultatifs aux gouvernements et aux collectivités régionales et locales qui souhaitent évaluer le nombre d'habitants de leur territoire vivant dans des taudis et en suivre l'évolution, se fixer librement des objectifs aux niveaux national, régional et local à atteindre d'ici à 2020, établir à ces trois niveaux des plans et stratégies de lutte contre la prolifération des taudis et d'assainissement des taudis existants, élaborer et exécuter des programmes de logement et d'assainissement des taudis et suivre les progrès réalisés dans ce cadre, et faire rapport périodiquement au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale;

9. *Se félicite* des progrès accomplis par ONU-Habitat dans l'application de son plan stratégique et institutionnel à moyen terme pour la période 2008-2013 et prend note des conclusions de l'examen à mi-parcours du plan qui ont été présentées au Conseil d'administration d'ONU-Habitat à sa vingt-troisième session¹³;

10. *Engage* ONU-Habitat à continuer d'élaborer, en consultation avec le Comité des représentants permanents, son plan stratégique pour la période 2014-2019, dans l'ouverture et la transparence, en fixant des objectifs réalistes et réalisables pour la période considérée;

11. *Prend acte* du rapport du Directeur exécutif sur l'examen du dispositif de gouvernance du Programme des Nations Unies pour les établissements humains¹⁴, et engage ONU-Habitat à pousser cet examen plus avant, en collaboration avec le Comité des représentants permanents, pour continuer à accroître la transparence,

¹³ HSP/GC/23/5/Add.3.

¹⁴ HSP/GC/23/2/Add.1.

l'efficacité et la viabilité de son fonctionnement et renforcer l'application du principe de responsabilité;

12. *Prend note* de la résolution 23/10⁸ dans laquelle le Conseil d'administration d'ONU-Habitat a prié le Directeur exécutif, en s'appuyant sur les enseignements tirés des opérations expérimentales de prêt de capitaux de départ remboursables et des programmes du Fonds pour l'amélioration des taudis et des bidonvilles, d'axer dorénavant les travaux du Programme des Nations Unies pour les établissements humains consacrés au financement des établissements humains sur le renforcement des approches normatives de l'économie urbaine et la promotion de financements pour la rénovation urbaine, le logement et les services de base pour les citoyens pauvres, tout en prenant en compte la nécessité de maintenir l'équilibre géographique et régional, et d'étudier aussi rapidement que possible et de choisir, en consultation avec le Comité des représentants permanents, un modèle de partenariat avec les institutions de financement du développement dans la perspective des opérations de prêt futures, de l'octroi de garanties et de la fourniture de services de conseil financier dans les secteurs de la rénovation urbaine et du financement du logement;

13. *Encourage de nouveau* ONU-Habitat à poursuivre, dans les limites de son mandat et dans la logique du plan stratégique et institutionnel à moyen terme pour la période 2008-2013, sa coopération sur les questions relatives aux villes et au changement climatique, et à continuer de jouer, au sein du système des Nations Unies, un rôle complémentaire dans les domaines qui ont trait au changement climatique, en particulier dans le cadre des efforts qu'il déploie pour atténuer la vulnérabilité des villes au changement climatique, y compris en poursuivant ses activités normatives et en étendant son aide technique aux municipalités qui prennent au niveau local des mesures pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre d'origine urbaine et s'adapter au changement climatique, l'accent devant être mis sur les citoyens vulnérables, ceux qui vivent dans les taudis, les pauvres des villes et les populations à risque;

14. *Souligne* qu'il importe qu'ONU-Habitat intervienne rapidement en cas de catastrophe naturelle ou provoquée par l'homme, en particulier en faisant face aux besoins de logements et d'infrastructures qui apparaissent au lendemain des catastrophes et des conflits par ses activités normatives et opérationnelles, dans l'optique du passage des secours d'urgence au relèvement et au développement urbain par un aménagement urbain efficace;

15. *Réaffirme* qu'elle souscrit à la diffusion et à l'application des directives sur la décentralisation et le renforcement des autorités locales et des principes directeurs pour l'accès aux services de base pour tous, que le Conseil d'administration d'ONU-Habitat a adoptés dans ses résolutions 21/3 du 20 avril 2007¹⁵ et 22/8 du 3 avril 2009¹⁶, respectivement, et réaffirmés dans sa résolution 23/12 du 15 avril 2011⁸;

16. *Invite* les institutions financières et les bailleurs de fonds internationaux à se montrer généreux envers ONU-Habitat, en augmentant le montant des contributions volontaires qu'ils versent à la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, y compris au Fonds d'affectation spéciale

¹⁵ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-deuxième session, Supplément n° 8 (A/62/8)*, annexe I, sect. B.

¹⁶ *Ibid.*, *soixante-quatrième session, Supplément n° 8 (A/64/8)*, annexe I, sect. B.

pour l'eau et l'assainissement et aux différents fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique, et invite également les gouvernements qui sont en mesure de le faire, ainsi que les autres parties intéressées, à fournir un financement pluriannuel prévisible et à augmenter le montant de leurs contributions sans affectation déterminée;

17. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-septième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

18. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-septième session la question intitulée « Application des décisions prises par la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) et renforcement du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) ».
